

Paquet, Gilles, *Oublier la Révolution tranquille. Pour une nouvelle socialité* (Montréal, Liber, 1999), 161 p.

Jean-Jacques Simard

Volume 53, Number 4, Spring 2000

Histoire des Premières Nations : nouvelles lectures et nouveaux problèmes

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/005615ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/005615ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (print)

1492-1383 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Simard, J.-J. (2000). Review of [Paquet, Gilles, *Oublier la Révolution tranquille. Pour une nouvelle socialité* (Montréal, Liber, 1999), 161 p.] *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 53(4), 621–622. <https://doi.org/10.7202/005615ar>

PAQUET, Gilles, *Oublier la Révolution tranquille. Pour une nouvelle socialité* (Montréal, Liber, 1999), 161 p.

L'inclassable Gilles Paquet possède autant de grâces qu'il ne remplit d'offices : historien, économiste, journaliste, analyste, conférencier, et j'en passe. Mais dans ce rapide assemblage d'allocutions récentes, c'est surtout le gourou de la «gouvernance» à l'Université d'Ottawa qui emboîte tous les autres. Sa prose est d'ailleurs truffée des termes fétiches en vogue dans la technostucture américaine de pointe («imputabilité», «co-opétition», «hétérarchie», «synergie», «entreprenariat», «nouveau paradigme», «partenariat», «stade du déni», «patterns de bonding», et j'en passe), sans négliger les meilleurs apports européens («subsidiarité», «société digitale», «économie-jardin», «contexte porteur», avec, bien entendu, l'*incontournable* «post-moderne»). Le message : pour s'adapter aux exigences de l'économie en émergence — éclatée, fragmentée, balkanisée, diffractée, pluraliste, dissonante, atomisée, etc —, le Québec va devoir casser «l'habitus centralisateur» contracté par trente ans d'étatisme mur à mur, donc *oublier la Révolution tranquille*, puis, en rattachant le fil de ses antiques traditions d'autonomie communautaire, se remettre au tricot d'une *nouvelle socialité* de base.

Pour suivre Paquet sur son terrain, il faudra lui concéder un syllogisme fondamental. *D'abord*, le développement économique repose, en ultime analyse, sur le «capital social» d'une population, le degré de confiance qu'on y entretient envers son prochain, les solidarités premières qui s'y mobilisent, la vitalité de sa vie associative (*passim*). Or, si les économies québécoises et ontariennes ont suivi des courbes parallèles de 1870 à 1960, l'écart n'a pas cessé de se creuser entre elles depuis lors (p. 12). *Donc*, la Révolution tranquille, «invasion par l'État de la vie des Québécois, a mis en place un processus de décapitalisation sociale [...] qui a eu des effets néfastes sur la croissance économique du Québec, son niveau de bien-être et son progrès» (p. 7).

De là s'ensuit une gerbe de propositions secondaires toutes plus effrontément iconoclastes les unes que les autres.

De tout temps, ou presque, les Canadiens français catholiques ont maîtrisé l'esprit d'entreprise typique du capitalisme, et se sont accommodés d'une «identité fragmentée, hétérogène, errante...»; si bien qu'un sondage de 1992 les montre «comme une des sociétés les plus post-modernes au monde [...] ayant déjà intégré pleinement l'héritage d'un siècle de spectralité et de commutation» (p. 69-75). Aussi avaient-ils bâti, dès la fin du siècle dernier, «un vaste réseau de gens d'affaires», malgré

l'émigration aux États-Unis «d'une bonne portion des plus entreprenants» (p. 25-26). Légèrement «débordé» par la grande industrialisation, «l'entreprenariat local» s'est replié sur les régions périphériques (p. 27), en s'ancrant dans cette «riche trame d'institutions traditionnelles (famille, religion, communauté)» ayant «si bien servi les Québécois» qu'il pourrait avoir été «une source importante de la forte croissance économique avant 1960» (p. 17 et 69). La stratégie duplessiste de développement, celle d'un «État modeste et libéral» laissant agir les PME qui grouillent «au ras du sol» (p. 18), fait merveille. Après lui, «l'État se substitue à la société civile dans de nombreux secteurs» (p. 87), en minant le vieux «sous-bassement social» (p. 7). De là un «déclin du degré de confiance dans l'environnement social», une «érosion de la capacité à collaborer et à coopérer», et, par conséquent, la «détérioration de la performance économique» (p. 19). Tout compte fait, «le progrès socio-économique du Québec aurait[-il] procédé plus rapidement s'il n'y avait pas eu de Révolution tranquille?» (p. 20) Poser la question, c'est y répondre : entre 1960 et 1990, «la productivité de l'économie québécoise [...] a été dans le peloton de queue des pays de l'OCDE» (p. 50).

Que voilà de bien séduisants pavés révisionnistes! L'ennui, ce n'est pas seulement que leur progéniteur ne prenne pas la peine de les défendre, de parer aux objections, d'étayer ses énoncés, mais qu'il semble confondre le «pep-talk» motivateur avec la rigueur intellectuelle et se contredise constamment. Par exemple : la première industrialisation (1870-1910) a été «moins réussie» au Québec qu'en Ontario (p. 25) ; dans les années 1950, le revenu personnel ontarien dépasse par 27% celui des Québécois, et 80% du capital à l'œuvre dans la province est entre les mains des Anglo-Canadiens ou des Américains (p. 29). Comment diable, alors, le développement séculaire de l'économie aurait-il reposé sur le «capital social» des francophones? Enfin, parmi les traîneurs de la productivité, depuis 1960, le *Canada lui-même* dispute la place au Québec (p. 50). Ajoutons que l'auteur cite très souvent ses propres publications à l'appui d'hypothèses contestables, et qu'il attribue à Laurent Laplante le banal dicton américain : *You can't pull on flowers to make them grow*. Comme il avoue lui-même : «Les indices ont beau n'être pas fiables, les impressions sont fortes.» (p. 45)

Décidément, cela fait beaucoup de surprises, même pour un ouvrage qui se voulait surprenant.